



CHAPITRE 86

Loi modifiant la Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain

[Sanctionnée le 31 juillet 1974]

Préambule.

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain et qu'il est nécessaire à la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 56 des lois de 1968, soit modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1968, c. 56, a. 25, rempl.

1. L'article 25 de la Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain (1968, chapitre 56), modifié par l'article 2 du chapitre 72 des lois de 1972 et par l'article 160 du chapitre 49 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

Constructions, etc., autorisées.

« **25.** Le Bureau peut, en vue d'assurer l'assainissement des eaux dans le territoire des municipalités mentionnées à l'annexe, y construire et entretenir des égouts collecteurs, des stations de pompage et des usines d'épuration des eaux, et y acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble ou autre droit réel qu'il juge nécessaire.

Autorisation pour certains travaux.

Il ne peut procéder à l'exécution de travaux d'égout ou à l'installation de dispositifs pour le traitement des eaux usées avant d'en avoir soumis les plans et devis au Directeur des services de protection de l'environnement et d'avoir obtenu son autorisation.

CHAPTER 86

An Act to amend the Greater Québec Water Purification Board Act

[Assented to 31st July 1974]

Preamble.

WHEREAS it is in the interest of the Greater Québec Water Purification Board and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, chapter 56 of the statutes of 1968, be amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1968, c. 56, s. 25, replaced.

1. Section 25 of the Greater Québec Water Purification Board Act (1968, chapter 56), amended by section 2 of chapter 72 of the statutes of 1972 and by section 160 of chapter 49 of the statutes of 1972, is replaced by the following:

Sewers, etc., authorized.

“**25.** The Board may, with a view to ensuring the purification of waters within the territory of the municipalities mentioned in the schedule, build and maintain therein main sewers, pumping stations and water purification plants, and acquire therein, by agreement or by expropriation, any immovable or other real right which it deems necessary.

It shall not carry out sewerage works or works for the installation of appliances for the treatment of used water before submitting the plans and specifications therefor to the Director of environment protection services and obtaining his authorization.

Authorization for certain works.

Autorisation.

Cette autorisation est également requise pour les travaux de reconstruction, d'extension d'anciennes installations et de raccordements entre les conduites d'un système public et celles d'un système privé.

Such authorization is also required for works of reconstruction, extension of existing systems and connections between the mains of a public system and those of a private system.

Authorization.

Acquisition de réseaux d'égouts, etc.

Le Bureau peut, avec l'approbation du Directeur des services de protection de l'environnement, acquérir des réseaux d'égouts, stations de pompage ou autres travaux d'égouts et d'épuration appartenant à une corporation municipale sous sa juridiction. Ces biens deviennent propriété du Bureau à la date fixée par le Directeur des services de protection de l'environnement. La Commission municipale du Québec détermine les conditions de cette acquisition, y compris la compensation accordée à la corporation municipale pour ces biens et pour les dépenses d'entretien encourues à compter du 1^{er} janvier 1969.

The Board may, with the approval of the Director of environment protection services, acquire sewer networks, pumping stations or other sewer and purification works belonging to a municipal corporation under its jurisdiction. Such property shall become the property of the Board on the date fixed by the Director of environment protection services. The Québec Municipal Commission shall determine the conditions of such acquisition, including the compensation granted to the municipal corporation for such property and for upkeep expenses incurred from 1 January 1969.

Acquisition of sewer networks, etc.

Compensation.

La Commission municipale du Québec détermine la compensation à être versée par le Bureau à une corporation municipale pour des travaux exécutés et des dépenses encourues pour des travaux de la nature de ceux mentionnés au premier alinéa. »

The Québec Municipal Commission shall determine the compensation to be paid by the Board to a municipal corporation for the works carried out and the expenses incurred for works of the kind mentioned in the first paragraph."

Compensation.

1968, c. 56, a. 37a, aj.

2. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 37, le suivant :

2. The said act is amended by inserting after section 37 the following :

1968, c. 56, s. 37a, added.

Ententes pour entretien d'égouts, etc.

« **37a.** Le Bureau peut, avec l'approbation du ministre des affaires municipales, conclure une entente d'une durée n'excédant pas deux ans avec une ou plusieurs corporations municipales sous sa juridiction aux fins de confier l'entretien des égouts collecteurs, des stations de pompage et des usines d'épuration des eaux qui pourraient se trouver sur leur territoire. »

"**37a.** The Board may, with the approval of the Minister of Municipal Affairs, enter into an agreement for a term not exceeding two years with one or several municipal corporations under its jurisdiction for the purposes of entrusting the maintenance of the main sewers, pumping stations and water purification plants which might be located on their territory."

Agreements for main sewers, etc.

Règlements sur égouts, etc.

3. Les municipalités sous la juridiction du Bureau, même celles qui sont régies par le Code municipal, doivent, si elles ne l'ont déjà fait, adopter un règlement conformément au quatrième alinéa du paragraphe 26^o de l'article 427 de la Loi des cités et villes ou, pour la Ville de Québec, en vertu de l'article correspondant de sa charte, et le maintenir en vigueur; tout règlement adopté en vertu de ces deux articles s'applique aux égouts collecteurs,

3. The municipalities under the jurisdiction of the Board, even those governed by the Municipal Code, must, if they have not already done so, pass a by-law in accordance with the fourth paragraph of section 26 of the Cities and Towns Act or, for the City of Québec, under the corresponding section of its charter, and maintain it in force; any by-law passed under either of such sections shall apply to main sewers, pumping

By-law for main sewers, etc.

aux stations de pompage et aux usines d'épuration des eaux appartenant au Bureau et situés dans leur territoire respectif et, avec le même effet envers le Bureau, que s'ils appartenaient à la municipalité. En l'absence d'un tel règlement, la municipalité doit tenir le Bureau indemne de toute réclamation.

stations and water purification plants owned by the Board and situated in their respective territories, and with the same effect in regard to the Board, as if they belonged to the municipality. Failing such a by-law, the municipality must consider the Board free of all claims.

Remplacement
de 1968,
c. 56.

4. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le chapitre 56 des lois de 1968 est remplacé par la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83), telle que modifiée, à la date que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil et les articles 54 à 80 du chapitre 88 des lois de 1971 entrent en vigueur à la même date.

4. Notwithstanding any inconsistent legislative provision, chapter 56 of the statutes of 1968 shall be replaced by the Québec Urban Community Act (1969, chapter 83) as amended, on the date determined by the Lieutenant-Governor in Council and sections 54 to 80 of chapter 88 of the statutes of 1971 shall come into force on the same date.

Replacement
of 1968,
c. 56.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.